

lyser notre effort de guerre. Très bien; mais alors, quand viendra la paix, que le Gouvernement déclare également que pour soutenir notre effort de paix total aucune restriction financière ne viendra paralyser cet effort. Si on agit ainsi, nous n'aurons pas à nous inquiéter d'emplois, mais comme aujourd'hui, on se demandera où trouver la main-d'œuvre pour soutenir notre effort de paix total. Oublions cette psychologie défaitiste qui nous porte à nous demander où nous trouverons de l'emploi, et comment nous soutiendrons notre effort total. Recourons un peu au sens commun dans l'étude de cette question.

Quand la guerre prendra fin, le Canada sera prêt à entrer dans la plus grande période de prospérité de son histoire, pourvu, naturellement, que le pays ne soit pas envahi. Après la guerre, notre faculté de production sera plus grande qu'elle ne l'a jamais été, nous aurons une main-d'œuvre spécialisée plus nombreuse, il ne sera question que de détourner notre production de l'œuvre de guerre vers l'œuvre de paix. Nous serons en mesure d'accorder au peuple tous les avantages de cette faculté de production. Cependant, nous entendons des gens se demander ce que fera le peuple après la guerre, tout comme s'il nous fallait réduire notre production et nous diriger de nouveau vers la crise économique. Je rappellerai à la Chambre les paroles que prononçait M. Evans, administrateur des trois A aux Etats-Unis, lors de la récente convention. Voici:

L'Amérique ne retournera jamais à la crise économique de 1933 pour la bonne raison que, si elle le faisait, il y aurait révolution. Le peuple ne souffrira pas le retour de semblable situation, car il sait que les crises économiques ne sont pas l'œuvre de Dieu mais des hommes et que tout ce qui est causé par l'homme peut être modifié.

Il est bon, en essayant de nous rassurer sur le fait que la crise économique ne doit pas nécessairement faire suite à la guerre, d'analyser les événements qui ont amené la dernière crise, de nous demander pourquoi celle-ci s'est prolongée et pourquoi nous n'avons pas su y apporter remède. Reportons-nous aux années 1928-1929. Il n'était pas question alors de chômage. Nos problèmes agricoles étaient peu nombreux, l'agriculture, d'une façon générale, était prospère, cependant que la production se maintenait presque au maximum. Puis, tout à coup, au printemps de 1929, les banques, sans aucun avertissement, n'accordaient plus qu'un crédit limité. Les gens qui avaient l'habitude de s'adresser aux banques chaque année et d'en obtenir du crédit se voyaient refuser leurs demandes. De 1929 à 1932, 900 millions de dollars furent retirés de la circulation.

Quiconque était en affaires à cette époque sait que mon affirmation est exacte. Les gens étaient découragés parce que l'industrie devait diminuer sa production, ce qui amena la réduction du pouvoir d'achat, réduction qui entraîna à son tour celle des ventes. Nous connaissons alors le cercle vicieux de la déflation.

Il était commun, entre 1935 et 1939, d'entendre d'honorables représentants et le ministre des Finances critiquer l'industrie sous prétexte qu'elle n'avait pas assez de confiance pour augmenter sa production. Cependant, l'industrie était-elle à blâmer? Elle pouvait difficilement écouler ce qu'elle produisait et elle ne savait que trop, alors, que si elle augmentait la production, elle aurait un surplus dont elle ne pourrait se défaire. Aujourd'hui la plupart des économistes eux-mêmes attribuent les conditions d'alors au fait que, à cause de certaines pratiques inhérentes au capitalisme, l'industrie ne crée pas et ne peut créer une demande efficace des produits qu'elle fabrique, excepté aux époques de production anormale de marchandises durables, et durant cette période notre production de ces marchandises avait fléchi à un niveau très bas. Nous nous trouvons donc en présence d'un dilemme: ou bien nous devons adopter la pratique de tous les pays capitalistes et chercher à maintenir une balance de paiements très considérable en notre faveur, ou bien nous devons émettre un pouvoir additionnel d'achat indépendamment de celui qu'offre le système industriel, afin de combler la différence. Le Gouvernement a toujours eu pour principe de chercher à maintenir une balance favorable de paiements, laquelle s'est établie, de 1925 à 1929, à une moyenne annuelle de 200 millions de dollars. Je me souviens d'avoir posé la question suivante à M. Towers, gouverneur de la Banque du Canada, à une séance du comité de la banque du commerce:

Qu'est-ce qui pourrait empêcher la mise en opération de projets nationaux au montant de 200 millions de dollars financés par la Banque du Canada, afin que l'argent mis ainsi en circulation crée une demande de biens pour lesquels nous avons à l'étranger un crédit de 200 millions? Les importateurs, sachant que ces biens pourraient être vendus s'ils étaient importés, les importeraient.

M. Towers a répondu:

Il appartient au Gouvernement de décider là-dessus.

Il n'a pas cherché à nier la proposition. Si le Gouvernement avait décidé d'équilibrer la balance des comptes, d'édifier la richesse du pays, et d'émettre suffisamment de pouvoir d'achat pour assurer l'écoulement des biens, une fois produits, il aurait parfaitement pu faire travailler les gens à des projets nationaux jusqu'à concurrence d'au moins 200 mil-